

Chambre des Représentants.

SESSION 1838 — 1839.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 1.

M. DE LONGRÉE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|---|
| 1. | 1265. | Par pétition du 4 février 1837,
Un grand nombre d'habitants, propriétaires et cultivateurs de la commune de Wessem, arrondissement de Ruremonde (province de Limbourg), demandent la libre exportation des foins récoltés en Belgique en opposition aux pétitions contraires. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie. |
| 2. | 1286. | Par pétition du 11 février 1837,
Des habitants propriétaires de Ruremonde adressent des observations contre les pétitions des cultivateurs du même arrondissement, tendant à prohiber l'exportation des foins vers la Prusse. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie. |
| 3. | 1309. | Par pétition du 29 février 1837,
Plusieurs cultivateurs de la commune d'Eeckeren demandent que l'entrée du foin hollandais soit prohibée. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie. |
| 4. | 1269. | Par pétition du 28 janvier 1837,
Les sieurs Dumonceau frères, fabricants et filateurs de lins, à Grez-Doiceau (Brabant), demandent l'abolition du droit de 3 p. % sur le fil de lin à la sortie du royaume. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie. |
| 5. | 1339. | Par pétition du 4 mars 1837,
Le sieur Orban, à Fize-Fontaine, demande que la pension dont jouissait son fils pour cécité contractée à l'armée, lui soit continuée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 6. | 1355. | Par pétition du 20 mars 1837,
Des propriétaires de voitures et chevaux de la commune de Lovenjoul, réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef de prestations militaires, faites à l'armée belge en 1831. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 7. | 1253. | Par pétition du 9 janvier 1837,
Des propriétaires de voitures et chevaux des communes de Louvain et autres environnantes, mis à réquisition pour le service de l'armée belge en 1831, demandent le paiement de leurs créances arriérées. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 8. | 1448. | Par pétitions des 18 et 29 avril 1837,
Les propriétaires de voitures et chevaux des communes de Bierbeek et Blanden, réclament le paiement des prestations militaires faites en 1831 pour le service de l'armée belge. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 9. | 1367. | Par pétition du 17 mars 1837,
Le sieur Verhoost, ex-militaire, congédié par réforme pour cause d'ophtalmie, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 10. | 1292. | Par pétitions des 14 et 15 février 1837,
La dame veuve De Ridder, fermière, et les héritiers de feu la veuve Storms, en son vivant fermière à Berchem, réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef de l'incendie de leur ferme en 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements, et sur celui de la Chambre lors de la discussion de la loi des indemnités. |
| 11. | 1336. | Par pétition du 6 mars 1837,
La dame veuve Nauwelaers, à Berchem, réclame le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef des pertes qu'elle a essuyées en 1830 et 1831. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements et sur celui de la Chambre, lors de la discussion de la loi des indemnités. |
| 12. | 1425. | Par pétition datée de Gand le 19 avril 1831,
Le sieur Vanwaerebeke, débitant de genièvre, demande que les droits sur le genièvre soient augmentés. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 13. | 1142. | Par pétition du 21 novembre 1836,
Le conseil de fabrique de Gerpennes (province du Hainaut), réclame contre une décision de l'administration du syndicat qui prive cette fabrique de treize parcelles d'immeubles et de cinquante-cinq rentes, qu'elle a déclarées appartenir au domaine. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances avec demande d'explications. |
| 14. | 1342. | Par pétition du 7 mars 1837,
Le sieur Le Prevost, dit de Basserode, notaire démissionné, à Berlaer, se plaint de prétendues vexations exercées par un receveur de l'enregistrement, et demande la restitution de droits trop perçus. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances, avec demande d'explications. |
| 15. | 1324. | Par pétition datée de Gand le 2 mars 1837,
Le sieur E. J. Beydler, surnuméraire du cadastre, réclame le paiement des indemnités qui lui reviennent du chef de diverses |

- opérations cadastrales. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
16. 1436. Par pétition du 21 avril 1837,
L'administration communale et les habitants d'Havré (province du Hainaut), demandent que le chemin de fer de Bruxelles à Paris passe par Havré. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
17. 1328. Par pétition datée de Bassevelde le 24 janvier 1837,
La direction de la Wateringue du Capitaen-Dam réclame de nouveau la restitution de ses écluses, l'indemnité de ses pertes, et un nouvel écoulement pour ses eaux pluviales. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
18. 1113. Par pétition du 3 décembre 1836,
L'administration communale de Rumbekke (Flandre occidentale), demande la construction d'une route pavée de Roulers à Yseghem, pour joindre les deux grandes routes d'Ostende à Lille et de Bruges à Courtrai. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
19. 1267. Par pétition du 30 janvier 1837,
Plusieurs habitants du hameau de Mangonbroux, commune de Stembert, district de Verviers, réclament de nouveau contre la pétition des habitants de la section de Heusy, tendant à ériger cette section en commune séparée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
20. 1289 Par pétition du 13 février 1837,
Des habitants, propriétaires du hameau de Mangonbroux, commune de Stembert, district de Verviers, réclament contre la pétition de quelques habitants de ce hameau, tendant à ce qu'il ne soit pas réuni à la commune future de Heusy. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
21. 1273. Par pétition du 4 février 1837,
Le sieur J.-G. Lieten, entrepreneur des travaux à la maison de sûreté civile et militaire de Hasselt, demande le paiement de ce qui lui revient encore du chef de ces travaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
22. 1340. Par pétition du 20 février 1837,
Le sieur Chrétien Poncin, greffier de la justice de paix d'Echternach, ex-maréchal des logis de la gendarmerie, demande une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.

M. HEPTIA, 2^e rapporteur.

23. 75. Par pétition datée de Soignies du 22 octobre 1837,
Le sieur Denis, ancien sous-officier au 1^{er} régiment de chasseurs à pied, demande l'intervention de la Chambre pour lui faire obtenir un emploi au chemin de fer. — Concl. — Ordre du jour.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|---|
| 24. | 52. | Par pétition en date du 15 octobre 1837 de Machelen,
Vingt habitants de cette commune réclament le paiement de
l'indemnité de logement d'un détachement du 8 ^e régiment de
ligne qui a été logé militairement chez eux le 22 mai 1836. —
Concl. — Renvoi au ministre de la guerre. |
| 25. | 1268. | Par pétition datée de Bruges du 30 janvier 1837,
Des habitants de cette ville, titulaires d'engagères, adressent
des observations en réponse au rapport de M. le ministre des
finances adressé à la Chambre à la séance du 11 août 1835. —
Dépôt au bureau des renseignements. |
| 26. | 1480. | Par pétition datée d'Ohain du 12 mai 1837,
Jean-Philippe Sohest, ancien militaire pensionné, réclame
l'intervention de la Chambre pour obtenir un emploi auquel il
prétend avoir droit comme ancien militaire estropié. — Ordre
du jour. |
| 27. | 1450. | Par pétition datée de Heyst-op-den-Berg du 1 ^{er} mai 1837,
Le sieur Pierre-Autoine Verstappen, commis de 3 ^e classe dans
les accises et décoré de la croix de fer, s'adresse à la Chambre
pour obtenir de l'avancement. — Ordre du jour. |
| 28. | 1407. | Par pétition datée de Braibant (Namur) du 20 avril 1837,
Le sieur L. Mairy réclame contre une décision de la dépu-
tation du conseil provincial de Namur qui a exempté un milicien
du service militaire et obligé son fils à servir à sa place. — Renvoi
à M. le ministre des travaux publics. |
| 29. | 1385. | Par pétition datée de Treignes (Namur) du 11 avril 1837,
Le bourgmestre de cette commune demande que la Chambre
l'autorise à refuser la part d'affouage aux employés des douanes
résidant dans sa commune. — Ordre du jour. |
| 30. | 51. | Par pétition datée de Bruxelles du 14 octobre 1837,
Le sieur Bourgogne, ancien directeur de la monnaie à Bruxel-
les, demande que la Chambre accorde un crédit pour solder son
traitement de 1831, et prorata de 1832, jusqu'au jour où il a
obtenu sa démission. — Renvoi à M. le ministre des finances. |
| 31. | 1204, 1335, 1492. | Par quatre pétitions datées de Mons, du 15 janvier
1837, du 6 mars, du 12 mai et du 6 octobre.
Le sieur Van Dael, docteur en médecine, ancien chirurgien-
major, demande le paiement de la pension à laquelle il prétend
avoir droit comme membre de la Légion-d'Honneur. — Concl. —
Dépôt au bureau des renseignements. |
| 32. | 53. | Même demande de la part de deux légionnaires du Hainaut,
les sieurs Latteur et Dufrasne. — Concl. — Dépôt au bureau des
renseignements. |
| 33. | 50. | Du 1 ^{er} octobre 1837, même demande par les sieurs Rolants
et Degrave, de Gand. — Concl. — Dépôt au bureau des ren-
seignements. |
| 34. | 1363. | Par pétition datée d'Eccloos du 27 février 1837,
Les employés des douanes du contrôle d'Eccloos demandent
une augmentation de traitement pour les indemniser du séjour |

- insalubre dans les polders. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
35. 1341. Par deux pétitions datées l'une de Zelzaete du 18 février 1837 et l'autre de St-Nicolas du 20 février même année,
Les employés des contrôles de ces deux endroits font la même demande d'augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
36. 1382. Par pétition datée de Bruges du 12 avril 1837,
Le sieur Quaghibuér, ex-employé des douanes, qui a quitté volontairement le service pour affaires de famille, demande l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans ses fonctions. — Ordre du jour.
37. 1306. Par pétition datée d'Orbais (Brabant) du 17 février 1837,
Le sieur A. Vase se plaint de ce que son fils a été appelé au service de la milice par suite d'un faux certificat d'indigence délivré à un autre milicien. — Renvoi au ministre des travaux publics avec demande de renseignements.
38. 1337. Par pétition datée de Gand du 8 mars 1837,
La veuve Teirlinck et son fils demandent paiement d'une somme qui leur est due pour salaire dû à son défunt mari en qualité d'huissier près le conseil de discipline de la garde civile. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
39. 74. Par pétition datée de Belfeld du 11 octobre 1837,
Le sieur Albert Houzer se plaint de ce qu'une pension qui lui avait été accordée en 1834, pour perte d'un œil, par suite d'ophtalmie, lui a été retirée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
40. 1193. Par pétition en date du 11 janvier 1837,
Le sieur Bovyn, brasseur, à Assenede, demande à être indemnisé des pertes qu'il a essuyées par suite de l'invasion hollandaise. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
41. 1000. Par pétition datée de Wez-Velvain,
Le sieur De Lamotte-Baraffe demande que la Chambre reconnaisse ses droits à l'intégralité d'une pension qui lui avait été accordée par le gouvernement précédent et qu'elle ordonne qu'elle lui soit payée en entier. — Concl. — Ordre du jour.
42. 12. Par pétition datée de Mons du 30 septembre 1837,
Le sieur A. Sobier demande qu'on décide sur les droits réclamés par les légionnaires.
Et par pétitions sans date,
Les sieurs Dusart et Motte demandent qu'on reconnaisse leurs droits en qualité de légionnaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
43. 15. Par pétition du 26 septembre 1837,
Le conseil communal de Bunde (Limbourg) demande qu'une somme de fr. 4,145, qu'elle a employée à la réparation de la route de Maestricht à Ruremonte, soit mise à charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

- Par pétition du 4 octobre,
Le conseil communal de Houthem (Limbourg) fait la même demande pour une somme de fr. 6,992-59 qu'il a fournie en 1779 pour construction de routes. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
44. 47. Par pétition datée de Jemeppe du juin 1837,
Le sieur Maréchal, batelier, renouvelle sa demande d'être indemnisé des dégâts occasionnés à son bateau qui a été employé à établir un pont sur le canal de Bois-le-Duc à Maestricht. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
45. 70. Par pétition datée de Bruxelles du 1^{er} décembre 1838,
Le sieur Jamotte se plaint d'une détention illégale, sous prétexte d'aliénation mentale. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice, avec demande d'explication.
46. 100. Par pétition datée de Liège du 27 octobre 1838,
L'administration communale de Liège demande qu'il soit alloué au budget, en faveur du conservatoire de musique de Liège, une somme égale à celle que reçoit le conservatoire de Bruxelles. — Dépôt au bureau des renseignements.
47. 223. Par pétition du 12 octobre 1838,
La régence de la ville de Verviers demande qu'il soit alloué au budget du département de l'intérieur, un subside en faveur de l'école industrielle de Verviers. — Dépôt au bureau des renseignements.
48. 22. Par lettre du 26 juillet 1838,
M. le gouverneur de la province de Namur fait part à la Chambre du vœu du conseil provincial, d'obtenir promptement une loi sur l'instruction primaire. — Concl. — Dépôt au greffe.
49. 476. Par pétition datée de Beveren du 22 avril 1838,
Le sieur J.-H. De Roop, demande le paiement de la somme qu'il prétend lui être due pour dommage lui causé par l'enlèvement du gazon de sa propriété, pour exhausser et renforcer la digue des poldres du Doel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
50. 18. Par pétition datée de Bruxelles du 17 novembre 1838,
Le sieur Demunck demande que la Chambre vote la loi sur les indemnités, et qu'il soit indemnisé de la perte de son mobilier et de sa maison détruite de fond en comble, à la révolution de 1830, lors de l'attaque de l'armée hollandaise.
51. 376. Par pétition du 21 février 1838,
Même demande du sieur Duhoux de Tirlemont.
52. 19. Par pétition datée de Gand du 7 octobre 1837,
La députation du conseil provincial de la Flandre orientale demande que la Chambre s'occupe de la loi des indemnités.
53. 479. Par pétitions datées de Stabrouck et Lillo des 24 avril et 16 mai 1837,
Les administrations communales de ces endroits font la même

- demande. — Concl. — Dépôt des cinq pétitions au bureau des renseignements.
54. 15. Par pétition du 21 mai 1838,
Des habitants des villages de Lillo, Stabrouck, Santvliet et Beerendrecht demandent qu'en attendant le vote de la loi des indemnités, il leur soit alloué un secours provisoire égal à celui dont ils ont joui en 1836.
55. 479. Par pétition datée de Stabrouck du 16 avril 1838,
Les administrations municipales des endroits qui viennent d'être indiqués font la même demande. — Concl. — Dépôt de ces deux pétitions au greffe.
56. 66. Par pétition du 27 novembre 1838,
Les mêmes administrations renouvellent leur demande. — Concl. — Dépôt au greffe.
57. 35. Par pétition datée de Louvain du 14 novembre 1838,
Le sieur Guysen, renouvelle sa demande, faite les 4 février et 16 octobre 1837, d'être indemnisé des pertes qu'il a essuyées dans son commerce, qu'il a été obligé de quitter en 1831 pour servir activement dans la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
58. 56. Par pétition du 23 novembre 1838,
Le sieur Schoovaers, de Bruxelles, demande qu'avant tout objet moins important, la Chambre s'occupe d'une loi d'indemnité pour les pillages dont la ville de Bruxelles a été le théâtre en 1834. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
59. 478. Par pétition datée de Kemsche du 22 avril 1838,
La veuve Van Overloop demande le paiement de la valeur de 27 arbres abattus ensuite d'ordres du génie militaire, lors de la construction de la redoute de Kemsche. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
60. 213. Par pétition datée de Louvain du 7 novembre 1837,
Le sieur Mombaerts demande le paiement d'une parcelle de terre, dont la plus grande partie a été emprise pour la construction du chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
61. 38. Par pétition datée d'Anvers du 19 novembre 1838,
Le sieur Bulens demande l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une parcelle de terre qu'il a cédée depuis 1835 pour la construction du chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
62. 496. Par pétition datée de Lesogne (Namur) du 22 avril 1838,
Les héritiers d'un ancien échevin de la ville de Namur réclament le remboursement de la finance fournie par celui-ci pour obtenir son office, finance connue sous le nom d'engagère. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
63. 39. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode du 24 mars 1838,
Le sieur Leroy, créancier de la succession vacante du prési-

- dent Van Esten, demande le paiement par l'État d'une somme de fr. 27,468-54 qui aurait été enlevée en 1794 par les États du Hainaut, de la caisse du depositaire général de cette province, où l'avoir de cette succession avait été déposé. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
64. 17. Par pétition datée de Turcoing (France) du 15 juin 1838,
Le sieur Jean Van Damme demande que la Chambre fasse révoquer l'arrêté royal du 2 mai 1838, par lequel la commune de Ruysselede a été autorisée à accepter la succession de Jean-Adrien Van Damme, curé de Ruysselede, son oncle, quoique ses héritiers fussent indigents. — Concl. — Ordre du jour.
64. 31. Par pétition, sans date, les héritiers des enfants légitimes de Barbe-Thérèse Lerberge demandent une loi qui leur accorde, à titre de gratification, la succession de Jean-Baptiste Lerberge, enfant naturel de leur mère, laquelle est acquise à l'État, à défaut par le défunt d'avoir laissé des parents légitimes. — Concl. —
66. 48. Par pétition en date du 24 mai 1837,
Le sieur Guillitte demande de nouveau à être exempté de la milice, comme fils unique pourvoyant. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
67. 65. Par pétition datée de Lokert du 29 novembre 1838,
Des habitants de cette commune demandent la construction d'une route d'Ypres à la frontière de France vers Bailleul. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
68. 78. Par pétition du 30 novembre 1838,
Plusieurs habitants du canton de Horst (Limbourg) réclament contre une décision de l'administration qui convertit le grand passage d'eau sur la Meuse à Lottum en un petit passage. — Renvoi à M. le ministre des finances.
69. 49. Par pétition datée d'Anvers du 26 octobre 1837,
Des habitants d'Anvers *extra muros* demandent à être indemnisés des pertes qu'ils ont essuyées en 1830, 1831 et 1832, par suite de la guerre. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la loi des indemnités.
70. 18. Par pétition du 5 octobre 1837,
Le conseil municipal de la ville de Mons demande que les sommes dues par les villes, du chef des pillages, soient portées au budget de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.